

## L'AIDE INTERNATIONALE EN BUTTE AUX ATTAQUES

### *Rapports sur la famine en Afrique \**

« L'aube se lève, et alors que la première lueur du soleil perce le froid saisissant de la nuit sur la plaine de Korem, elle fait apparaître une famine biblique, aujourd'hui en plein vingtième siècle. Cet endroit, disent les travailleurs d'ici, est un véritable enfer ».

(Télévision BBC, octobre 1984)

Dans son ouvrage *Famine – A man-made disaster?* (La famine: mieux comprendre = mieux aider), la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales s'interroge: comment se fait-il que l'opinion publique mondiale n'ait pas «découvert», avant l'émission télévisée que la BBC a diffusée en octobre 1984, la vaste famine sévissant en Afrique? Et, qui plus est, pourquoi cette tragédie, qui a fait des centaines de milliers de victimes dans une vingtaine de pays africains, n'a-t-elle pas été empêchée?

Les questions et réponses avancées sont désastreuses pour l'aide internationale. Avec l'ouvrage *Africa in Crisis* (L'Afrique en crise) de Earthscan, *Famine – A man-made disaster?* est au centre des violentes critiques de l'aide traditionnelle Nord-Sud, faites récemment à l'échelon national et international. Ces deux ouvrages prouvent que la crise économique, écologique et sociale du continent africain n'est pas une «catastrophe natu-

---

\* *La famine: mieux comprendre, mieux aider*, rapport à la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales, Berger-Levrault, Paris, 1985 (Préface par Léopold Sédar Senghor, Introduction par Sadruddin Aga Khan et Hassan bin Talal). Edition anglaise: *Famine: a man-made disaster?*, Pan Books, London/Sydney, 1985, 160 p. (Foreword by the Rt Hon. Dr. David Owen). Edition espagnole: *El Hambre – Una tragedia evitable*, Alianza Editorial, Madrid, 1986. Editions en japonais, italien, serbo-croate, brésilien et arabe.

Lloyd Timberlake, *Africa in crisis*, Earthscan, Londres, 1985, 230 p.

relle» inéluctable, mais bien plutôt la conséquence terrible, causée par l'homme, de politiques erronées menées par les gouvernements africains, la communauté économique internationale ainsi que des institutions d'entraide et de secours gouvernementales et non gouvernementales.

L'assistance traditionnelle et les «experts» étrangers ont souvent aggravé les problèmes, au lieu de les empêcher. Dans sa préface de l'ouvrage sur la famine publié par la Commission indépendante, D<sup>r</sup> David Owen remarque qu'au cours des périodes de famine du milieu des années soixante-dix et du milieu des années quatre-vingt, les pays africains du sud du Sahara frappés par la sécheresse avaient reçu de l'aide extérieure à raison de plus de 44 dollars par habitant (soit dix fois plus par exemple que le sous-continent asiatique). Au cours de la même période, l'Afrique a compté plus de 80 000 «experts du développement» venus des pays du Nord.

Selon M. Perez de Cuellar, Secrétaire général des Nations Unies, la disposition des donateurs à bien vouloir «réévaluer sérieusement les politiques et approches adoptées par le passé» a permis de reconnaître le potentiel des groupes indigènes sur le plan humanitaire et du développement. Les nouvelles écoles remettent notamment en question les politiques d'assistance centralisatrices et de non-participation adoptées par le passé, parce que les dirigeants des générations précédentes semblent avoir oublié de prêter sérieusement attention à l'aptitude potentielle des nationaux à s'organiser. A cet égard, il est intéressant de relever la conclusion d'*Africa in Crisis*, dans la perspective de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge :

«Cependant que la crise africaine a mis en évidence l'échec des organisations gouvernementales et multilatérales de secours et d'entraide, elle a également mis en lumière la réussite de l'approche des ONG (Organisations non gouvernementales)».

Les études menées récemment par l'Institut Henry-Dunant sur l'évolution de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge témoignent également de l'efficacité des ONG en Afrique. Lorsque la grande famine frappa la région du Sahel au début des années quatre-vingt, plusieurs organisations nationales bénévoles ont joué un rôle de premier plan dans les efforts déployés pour les secours. Ainsi, plus de cinquante comités nationaux du Croissant-Rouge mauritanien ont distribué 12 000 tonnes de nourriture par an de 1983 à 1985. Leur connaissance des conditions locales a permis à ces comités nationaux d'atteindre 250 000 de leurs compatriotes les plus nécessiteux, grâce aux secours reçus de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Les fonds ayant tendance à être plus facilement disponibles pour des secours à court terme destinés à sauver des vies en cas de catastrophe que pour le développement à long terme, la plupart des organisations humanitaires du Nord se spécialisent dans les opérations sporadiques d'urgence à court terme plutôt que dans la prévention des catastrophes et les activités de développement. Selon le Service de liaison de l'environnement, basé à

Nairobi, seul un tiers de l'ensemble de l'aide extérieure apportée à l'Afrique en 1983-85 a été affecté au développement à long terme. Aux yeux d'un environnementaliste africain, il s'agit là d'«une espèce d'opération de sauvetage-pour-aujourd'hui-mais-la-mort-pour-demain».

Il convient naturellement de souligner que les organisations non gouvernementales, telles que les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ne peuvent pas et ne doivent pas se substituer aux gouvernements et aux institutions intergouvernementales comme forces principales du développement. La leçon que l'on peut tirer des expériences de ces dernières années est que l'action des ONG en qualité d'acteurs *complémentaires* pour l'organisation du développement fondé sur la communauté est sous-estimée.

La force des organisations bénévoles du tiers monde réside dans le fait que, non seulement elles œuvrent en collaboration avec les communautés locales dans le besoin, mais aussi qu'elles les *représentent*. Etant plus responsables que des organisations de l'extérieur ou des institutions du gouvernement central, à l'égard de ceux qu'elles servent, elles sont à l'écoute, elles apprennent et apportent des réformes. Lorsque des groupes du tiers monde soulignent, à la quasi-unanimité, l'importance des projets de petite envergure et à long terme en matière de développement et d'environnement, l'«International Coalition for Development Action (ICDA)» pense que cela traduit :

«le langage articulé des analphabètes, la sagesse accumulée des pauvres et la créativité de ceux qui survivent depuis des générations dans l'indigence de ressources».

Le Croissant-Rouge mauritanien fait partie des nombreuses organisations nationales qui, bien que connues à l'étranger surtout pour être un réseau de secours en cas de catastrophe, ont en réalité fait leur priorité essentielle des projets de protection de l'environnement et pour le développement à long terme. Les comités locaux de cette Société nationale ont à leur actif les projets suivants : prévention de la désertification (désert et dunes de sable), reboisement et création de jardins potagers. Elle a créé une «banque d'idées» de plus de 200 projets d'infrastructure locale pour lesquels elle recherche un financement extérieur.

L'intérêt accru des médias pour l'aide déployée par les ONG continue malheureusement d'être axé la plupart du temps sur les activités bien financées des grandes fédérations internationales et des principales institutions de secours du Nord, et de négliger ou de faire trop peu de cas des groupes nationaux et locaux du tiers monde. Néanmoins, un grand nombre d'organisations humanitaires du Nord semblent actuellement comprendre que, pour éviter la répétition des erreurs du passé, il leur faudra œuvrer davantage à l'avenir en collaboration et par le biais des groupes du tiers monde.

*Africa in Crisis* constate que des agents de développement volontaires, pauvres et sans éducation, réussissent souvent alors que des «consultants

du Nord, grassement rétribués, soutenus par des fonds importants, munis de doctorats en agriculture tropicale échouent». Une fois encore, la recette de la réussite des ONG semble passer par des projets de petite envergure entrepris par des organisations nationales, par la participation de la communauté et par la direction locale, sans oublier l'aptitude à tirer la leçon des erreurs commises.

C'est une nouvelle tendance prometteuse que des livres comme *Famine – A man-made disaster?* ne se cantonnent pas uniquement dans la discussion des politiques de développement des Nations Unies et des gouvernements, mais reconnaissent que la majorité des organes environnementaux, humanitaires et de développement dans le monde sont petits, locaux et non institutionnalisés. Le tiers monde compte des centaines de milliers de tels groupes d'auto-assistance, la plupart reposant étroitement sur des liens traditionnels de parenté et de solidarité familiales.

Pour réussir, le développement et les soins de santé primaires fondés sur la communauté doivent tabler sur leur acceptation et leur mise à exécution par ces groupes d'auto-assistance. Situés dans des communautés rurales, des villages et des taudis de grandes villes, ces groupes traduisent l'initiative locale de répondre à des besoins socio-économiques pressants. Il est difficile pour des agents étrangers d'apprendre à travailler avec ces groupes d'auto-assistance, ou de la même manière qu'eux. Et lorsque des fonds et des matériaux rendent des groupes auparavant autosuffisants et non institutionnalisés dépendants de l'aide de l'étranger et de nouvelles élites à l'intérieur du pays, cela fait plus de mal que de bien.

La Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales a achevé son mandat officiel à fin 1986, après trois ans d'existence seulement. Au cours de cette brève période, elle a réussi à produire une série remarquable de rapports sur les problèmes humanitaires brûlants de notre ère. En plus de son rapport final, la Commission fera paraître prochainement plusieurs autres rapports. Il ne fait aucun doute qu'ils auront une incidence positive durable sur la manière de penser des principaux publics-cibles de la Commission, à savoir les décideurs gouvernementaux, l'opinion publique et nous-mêmes qui œuvrons au sein des organisations humanitaires.

Jan Egeland